

Quetigny, le 29 mai 2026

**NOTICE EXPLICATIVE RELATIVE AU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 05 JUIN 2026****AFFAIRES GENERALES****1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026**Rapporteur : I. PASTEUR, Maire

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le procès-verbal du Conseil Municipal du 28 avril 2026.

**2. DESIGNATION DES DELEGUES ET DES SUPPLEANTS AU SEIN DU COLLEGE ELECTORAL CHARGE DE  
PROCEDER A L'ELECTION DES SENATEURS**Rapporteur : I. PASTEUR, Maire

Le décret n° 2026-301 du 21 avril 2026 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs fixe le scrutin au dimanche 27 septembre 2026 et convoque les conseils municipaux le vendredi 5 juin 2026 afin de procéder à la désignation de leurs délégués et suppléants.

La population municipale de la commune de Quetigny au 1er janvier 2026 est de 8 971 habitants, telle qu'authentifiée par l'INSEE (populations millésimées 2023 en vigueur au 1er janvier 2026). Cette population étant inférieure au seuil de 9 000 habitants prévu à l'article L. 285 du Code électoral, les conseillers municipaux ne sont pas délégués de droit.

Conformément à l'arrêté préfectoral n° 920 du 27 mai 2026 fixant le nombre de délégués et le mode de scrutin applicables dans les communes du département de la Côte-d'Or pour l'élection des sénateurs du 27 septembre 2026, la commune de Quetigny doit élire quinze délégués titulaires et cinq suppléants.

Il appartient dès lors au Conseil Municipal de procéder à l'élection des délégués et de leurs suppléants conformément aux articles L. 283, L. 284, L. 286 et L. 289 du Code électoral.

En application de l'article L. 284 du Code électoral, le nombre de délégués est fixé en fonction de l'effectif légal du conseil municipal. Le Conseil Municipal de Quetigny étant composé de 29 membres, le nombre de délégués à élire est fixé à quinze.

En application de l'article L. 286 du Code électoral, le nombre de suppléants est de trois lorsque le nombre de titulaires est égal ou inférieur à cinq, et augmenté d'un par cinq titulaires ou fraction de cinq.

Pour 15 délégués titulaires, le nombre de suppléants à élire est donc fixé à cinq. Les délégués et suppléants sont élus parmi les membres du Conseil Municipal.

Conformément à l'article LO 286-1 du Code électoral, les conseillers municipaux ne disposant pas de la nationalité française ne peuvent ni être membres du collège électoral sénatorial, ni participer à l'élection des délégués et suppléants.

Conformément à l'article L. 287 du Code électoral, les députés, sénateurs, conseillers régionaux, conseillers à l'Assemblée de Corse et conseillers départementaux ne peuvent être désignés délégués par les conseils municipaux dans lesquels ils siègent.

Tout conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste de candidats. Chaque liste, complète ou incomplète, doit être composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Chaque candidat doit déclarer sa candidature sur papier libre.

Cette déclaration comprend :

- le titre de la liste présentée, chaque liste devant se présenter sous une dénomination propre afin d'éviter toute confusion possible ;
- les nom, prénom, sexe, domicile, date et lieu de naissance, ainsi que l'ordre de présentation des candidats.

Les listes de candidats (délégués et suppléants présentés conjointement sur une même liste) doivent être déposées auprès du Maire le vendredi 5 juin 2026 à 18 h 30, heure fixée pour la séance du Conseil Municipal.

Le bureau électoral est présidé par le Maire et comprend :

- les deux membres du Conseil Municipal les plus âgés présents à l'ouverture du scrutin ;
- les deux membres du Conseil Municipal les plus jeunes présents à l'ouverture du scrutin.

Le bureau électoral est constitué le jour du scrutin.

Conformément à l'article L. 289 du Code électoral et aux articles R. 137 et suivants du même code, les délégués et suppléants sont élus sur une même liste au scrutin de liste à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel.

Chaque liste de candidats est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir procéder à l'élection des quinze délégués et de leurs cinq suppléants au sein du collège électoral chargé de procéder à l'élection des sénateurs, dans les conditions exposées ci-dessus.

### **3. DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU SEIN DE LA COMMISSION DES IMPOTS DIRECTS (CCID)**

Rapporteur : I. PASTEUR, Maire

L'article 1650 du Code général des impôts prévoit que, dans chaque commune, il est institué une Commission Communale des Impôts Directs (CCID), dont les membres sont désignés pour la durée du mandat municipal.

Dans les communes de plus de 2 000 habitants, cette commission est composée de huit commissaires titulaires et de huit commissaires suppléants.

Les commissaires sont désignés par le Directeur départemental ou régional des Finances publiques, sur proposition du Conseil Municipal, à partir d'une liste établie en nombre double.

À ce titre, il est demandé au Conseil Municipal d'établir une liste comportant au maximum :

- seize contribuables susceptibles d'être désignés en qualité de commissaires titulaires ;
- seize contribuables susceptibles d'être désignés en qualité de commissaires suppléants.

Conformément aux dispositions de l'article 1650 du Code général des impôts, les personnes proposées doivent notamment :

- être de nationalité française ou ressortissantes d'un État membre de l'Union européenne ;
- avoir au moins 18 ans ;

- jouir de leurs droits civils ;
- être inscrites aux rôles des impositions directes locales dans la commune ;
- être familiarisées avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

## **PATRIMOINE ET IMMOBILIER**

### **4. ECOPARC « DIJON BOURGOGNE » – CHEMIN RURAL N°37 – CONSTATATION DE LA DÉSAFFECTATION PARTIELLE**

Rapporteur : A. DEMANGE, Adjoint délégué au patrimoine

La SPLAAD est titulaire, depuis juin 2009, d'une convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement conclue avec la Communauté d'agglomération dijonnaise, aujourd'hui Dijon métropole, pour l'aménagement de la ZAC « Parc d'activités de l'Est dijonnais », commercialement dénommée « Ecoparc Dijon Bourgogne ». Cette opération se développe sur les communes de Quetigny et de Saint-Apollinaire.

L'acte créateur de cette ZAC relève de la compétence de Dijon métropole. Dans ce cadre, une concertation préalable avec le public a été organisée dès 2007 conformément aux dispositions alors applicables, afin d'associer les habitants, les acteurs locaux et les communes concernées à la définition des objectifs et caractéristiques principales du projet d'aménagement.

Après la réalisation de la première phase sur la commune de Saint-Apollinaire, la SPLAAD prépare désormais la phase 2 de l'opération, située au sud de la M700 sur les territoires de Quetigny et Saint-Apollinaire. Cette phase comprend notamment la restructuration de l'échangeur dit de Bois-Guillaume ainsi qu'une première tranche de travaux de voiries et réseaux divers.

Ces aménagements impactent partiellement le chemin rural n°37 dit « chemin du Bois de Pierre ». Ce chemin prend naissance au sud de la ferme du Bois de Pierre et rejoint, hors du périmètre de la ZAC, le chemin rural n°41 desservant notamment les fermes du Bois de Change et du Carcot.

Une partie de son emprise étant comprise dans le périmètre de la ZAC et destinée à être intégrée à l'opération d'aménagement, il convenait de procéder préalablement à sa désaffectation conformément aux dispositions du Code rural et de la pêche maritime. Par ailleurs, la SPLAAD, aménageur de la ZAC « Parc d'activités de l'Est dijonnais » et la Ville de Quetigny sont les seuls propriétaires des parcelles riveraines de la portion du chemin à désaffecter, qui de fait n'est à ce jour plus affecté à l'usage du public.

Par délibération du 16 décembre 2025, le Conseil municipal a engagé les formalités administratives préalables à cette désaffectation partielle. Une enquête publique s'est ensuite déroulée du 23 mars au 8 avril 2026 conformément aux articles L.161-10 et R.161-25 à R.161-27 du Code rural et de la pêche maritime.

Le commissaire enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions le 27 avril 2026 et a émis un avis favorable au projet. Une seule observation a été formulée durant l'enquête publique ; celle-ci portait principalement sur des considérations environnementales générales liées au projet d'aménagement et ne remettait pas en cause l'objet même de la procédure.

Par ailleurs, les terrains situés au sud du chemin rural n°37 demeurent desservis par le chemin blanc cadastré ZL 35 appartenant à la Ville de Quetigny. Les parcelles ou reliquats non compris dans le périmètre de la ZAC conservent ainsi un accès fonctionnel. La partie du chemin rural non concernée par la désaffectation continuera à assurer sa vocation de desserte agricole.

Vu :

- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.161-1, L.161-10, L.161-10-1 et R.161-25 à R.161-27 ;
- le Code général de la propriété des personnes publiques ;
- la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2025 engageant les formalités administratives préalables à la désaffectation partielle du chemin rural n°37 ;
- l'arrêté municipal n°2026-AFG-001 du 23 février 2026 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;
- le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 27 avril 2026 ;

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil municipal :

- De constater la désaffectation partielle du chemin rural n°37 dit "chemin du Bois de Pierre", portant sur une emprise d'environ 5 717 m<sup>2</sup> telle que figurant au plan **joint en annexe 1** à la présente délibération, sous réserve du document d'arpentage à intervenir ;
- de préciser que la portion non concernée par la désaffectation conserve sa vocation de desserte agricole ;
- d'autoriser Madame la Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

## **5. ECOPARC « DIJON BOURGOGNE » – CHEMIN RURAL N°37 – ALIÉNATION PARTIELLE AU PROFIT DE LA SPLAAD**

Rapporteur : A. DEMANGE, Adjoint délégué au patrimoine

À l'issue de la procédure de désaffectation partielle du chemin rural n°37 et après avis favorable du commissaire enquêteur, il convient désormais de procéder à l'aliénation de l'emprise concernée afin de permettre la poursuite de l'aménagement de la ZAC « Parc d'activités de l'Est dijonnais ».

L'emprise concernée correspond à une surface de 5 717 m<sup>2</sup> conformément au projet de division annexé à la présente délibération située sur le tracé du chemin rural n°37. Cette emprise est destinée à être intégrée à la phase 2 de l'opération d'aménagement portée par la SPLAAD.

Par courrier en date du 18 mai 2026, la SPLAAD a affirmé son intention d'acquérir le chemin désaffecté au prix fixé par le Pôle d'évaluation domaniale de la Direction régionale des Finances publiques de Bourgogne – Franche-Comté et du département de la Côte-d'Or.

Ce dernier a été saisi par la Ville de Quetigny afin d'évaluer la valeur vénale du bien.

Par avis en date du 12 mai 2026, le service des Domaines a estimé la valeur vénale de cette emprise à 4 €/m<sup>2</sup> hors frais de mutation, avec une marge d'appréciation de 15 %, soit un prix global de 22 868 € pour 5 717 m<sup>2</sup>.

L'article L 160 -10 Code rural et de la pêche maritime stipule : *Lorsqu'un chemin rural cesse d'être affecté à l'usage du public, la vente peut être décidée après enquête par le conseil municipal, à moins que les intéressés groupés en association syndicale conformément à l'article L. 161-11 n'aient demandé à se charger de l'entretien dans les deux mois qui suivent l'ouverture de l'enquête. Lorsque l'aliénation est ordonnée, les propriétaires riverains sont mis en demeure d'acquérir les terrains attenants à leurs propriétés. Si, dans le délai d'un mois à dater de l'avertissement, les propriétaires riverains n'ont pas déposé leur soumission ou si leurs offres sont insuffisantes, il est procédé à l'aliénation des terrains selon les règles suivies pour la vente des propriétés communales.*

Aucune association syndicale n'est constituée et ne s'est manifestée pour demander la charge de l'entretien du chemin. La Ville de Quetigny et la SPLAAD, aménageur de l'opération sont à ce jour les uniques propriétaires des parcelles riveraines du chemin désaffecté. Par courrier du 18 mai 2026, la SPLAAD s'étant

proposé d'acquérir le chemin au prix fixé par les Domaines et la Ville de Quetigny n'ayant pas l'intention de garder dans son patrimoine ledit chemin, il est proposé au Conseil municipal d'approuver la cession de cette emprise au profit de la SPLAAD, concessionnaire de l'opération d'aménagement de la ZAC « Parc d'activités de l'Est dijonnais » au prix de 22 868 €.

Les frais de géomètre, de notaire et plus généralement l'ensemble des frais liés à la cession seront supportés par l'acquéreur.

Vu :

- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code général de la propriété des personnes publiques ;
- le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.161-10 et L.161-10-1 ;
- la délibération du Conseil municipal constatant la désaffectation partielle du chemin rural n°37 ;
- l'avis du Pôle d'évaluation domaniale du 12 mai 2026, référence OSE 2026-21515-28442 ;

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'aliénation d'une emprise d'environ 5 717 m<sup>2</sup> issue du chemin rural n°37 dit "chemin du Bois de Pierre", telle que figurant au **plan joint en annexe 1** à la présente délibération, sous réserve du document d'arpentage définitif ;
- De céder cette emprise à la SPLAAD au prix de 22 868 € hors taxes et hors frais ;
- De préciser que l'ensemble des frais liés à cette cession sera supporté par l'acquéreur ;
- D'autoriser Madame la Maire à signer l'acte authentique ainsi que tous documents nécessaires à la réalisation de cette cession.

## **SERVICES TECHNIQUES**

### **6. AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC LA SOCIETE ENDEP**

Rapporteur : A. DEMANGE, Adjoint délégué au patrimoine

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2122-1 et suivants relatifs à l'occupation du domaine public et L.2125-1 relatif à la redevance d'occupation du domaine public,

Vu la demande de la société ENDEP tendant à l'installation d'un piézomètre dans le cadre d'une étude de surveillance des eaux souterraines, avenue de Bourgogne à Quetigny,

L'installation projetée implique l'occupation d'une partie de la parcelle cadastrée AP 129, relevant du domaine public communal. Cette occupation, qui présente un caractère précaire et révocable, doit être encadrée par une autorisation d'occupation temporaire du domaine public.

L'étude environnementale menée par la société ENDEP présente un intérêt général, en ce qu'elle contribue à la surveillance des eaux souterraines. À ce titre, il est proposé que cette occupation soit accordée à titre gratuit.

Il convient en conséquence de fixer les conditions de cette occupation au moyen d'une convention conclue entre la commune et la société ENDEP.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public au profit de la société ENDEP, en vue de l'installation d'un piézomètre avenue de Bourgogne, sur la parcelle

cadastrée AP 129, pour une durée d'un an renouvelable tacitement, sauf dénonciation expresse par l'une ou l'autre des parties, cette occupation étant consentie à titre précaire, révocable et gratuit compte tenu de l'intérêt général de l'étude menée ;

- D'autoriser Madame la Maire à signer ladite convention (**dont le projet est joint en annexe 2**), ainsi que tout document afférent à sa mise en œuvre.

## **FINANCES**

### **7. CONCESSION D'AMENAGEMENT SPLAAD – 8<sup>EME</sup> CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE ENTRE LA VILLE DE QUETIGNY ET LA SPLAAD**

Rapporteur : T. BAGNARD, Adjoint délégué aux finances, à l'emploi, l'insertion professionnelle, la relation aux entreprises, et à l'économie sociale et solidaire

A ce jour, la Ville de Quetigny a voté sept avances de trésorerie au titre du financement des opérations d'aménagement confiées à la SPLAAD, pour un montant total de 10,3 M€.

Dans la poursuite de cette logique consistant à lisser le financement de l'opération sur plusieurs années, le Conseil Municipal est appelé à voter l'approbation d'une nouvelle convention d'avance de trésorerie.

En application des dispositions de l'article L 1523-2-4° du Code Général des Collectivités Territoriales, et de l'article 16.5 de la Convention de prestations intégrées – portant concession d'aménagement – en date du 01/12/2014, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver une septième convention d'avance de trésorerie à intervenir entre la Ville de Quetigny et la SPLAAD, **jointe en annexe 3** à la présente délibération, et dans les conditions mentionnées ci-dessous :

#### **Montant :**

Le plan prévisionnel de trésorerie consolidé arrêté au 31 décembre 2025 fait apparaître pour l'année 2026 un besoin de trésorerie complémentaire évalué à 400 000€, qui correspond au besoin réel de la société.

L'avance proposée dans le cadre de la présente délibération, pour un montant de 400 000 € (quatre cent mille euros), vient en complément des avances précédemment votées par délibérations du Conseil Municipal du 27/06/2017, du 19/12/2017, du 18/12/2018, du 30/06/2020, du 22/12/2020, 24/05/2022 et du 17/12/2024.

#### **Modalités de versement :**

Le versement de l'avance, ainsi définie, interviendra au plus tard le 31 décembre 2026 en un ou plusieurs versements, dans les 15 jours suivants la demande adressée par la SPLAAD à la commune de Quetigny.

L'avance ainsi versée sera inscrite au bilan consolidé attaché à la concession d'aménagement.

#### **Durée :**

L'avance est consentie à la société jusqu'à l'expiration du terme actuel de la convention de prestation intégrée (ou concession d'aménagement), et devra être remboursée intégralement à cette date.

Le cas échéant, cette durée pourra être prolongée par avenant.

#### **Remboursement :**

L'avance de trésorerie pourra faire l'objet de remboursements partiels, en fonction des disponibilités financières de l'opération.

### **Conditions financières :**

L'avance de trésorerie consentie dans le cadre de la présente convention ne donnera pas lieu au versement d'intérêts au profit de la Ville de Quetigny.

### **8. SPLAAD – ZAC CŒUR DE VILLE ET SECTEUR AVENUE : COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) AU 31 DECEMBRE 2025**

Rapporteur : A. DEMANGE, Adjoint délégué au patrimoine

Par voie de convention de prestations intégrées valant concession d'aménagement en date du 01/12/2014, il a été confié à la Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) le soin d'aménager et de commercialiser deux sous-secteurs opérationnels :

- ✓ Le sous-secteur « Avenue » ;
- ✓ Le sous-secteur « Centralité ».

Dans ce cadre, l'article 17 de la Convention de prestations intégrées prévoit que, pour permettre à la Collectivité concédante d'exercer son droit à contrôle comptable et financier en application de l'article L 300-5 du Code de l'Urbanisme, l'Aménageur doit tenir sa comptabilité de manière à faire apparaître distinctement les comptes propres à l'opération faisant l'objet de la concession.

Ainsi, l'Aménageur adresse chaque année à la Collectivité, pour examen et approbation, un compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- ✓ le bilan prévisionnel global ;
- ✓ le plan global de trésorerie actualisé de l'opération ;
- ✓ un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé ;
- ✓ une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé (comparées aux prévisions initiales) et sur les prévisions de l'année à venir ;
- ✓ le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

La Collectivité a le droit de contrôler les documents fournis, ses agents accrédités pouvant se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification.

A l'occasion de l'examen du compte rendu annuel établi par l'Aménageur, la Collectivité concédante peut demander une modification du programme, laquelle s'effectuera selon la réglementation en vigueur, ainsi que l'établissement du bilan financier prévisionnel correspondant. Les frais supportés par l'Aménageur pour cette modification sont imputés au compte de l'opération.

Dans le cadre des dispositions rappelées ci-dessus, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2025 (selon le document joint en annexe à la présente délibération).

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2025, **joint en annexe 4** à la présente délibération.



## **9. ACTUALISATION DES TARIFS DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE) APPLICABLES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2027**

Rapporteur : T. BAGNARD, Adjoint délégué aux finances, à l'emploi, l'insertion professionnelle, la relation aux entreprises, et à l'économie sociale et solidaire

La Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) frappe les supports publicitaires fixes, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique, à l'exception de ceux situés à l'intérieur d'un local. Il s'agit plus précisément des dispositifs publicitaires, des enseignes et pré-enseignes.

La taxe est due sur les supports existants au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition. Une taxation *pro rata temporis* est prévue pour les supports créés ou supprimés au cours de l'année d'imposition.

La commune peut, par une délibération prise avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année précédant celle de l'imposition, fixer tout ou partie des tarifs dans la limite des tarifs maximaux révisés chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac ;

Vu l'article 171 de la Loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie instituant la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) et entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2009 ;

Vu les articles L.2333-6 à L.2333-16 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L.581-1 à L.581-45 du Code de l'Environnement ;

Vu la délibération du conseil municipal de Quetigny en date du 30 juin 2009 instituant la TLPE ;

Vu la délibération du conseil municipal de Quetigny en date du 24 juin 2025 fixant les nouveaux tarifs de TLPE à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;

Considérant que l'augmentation des tarifs par mètre carré d'un support est limitée à 5 € par rapport à l'année précédente ;

Considérant que l'article L.2333-7 du CGCT, modifié par l'ordonnance du 6 novembre 2014 prévoit les exonérations de plein droit suivantes :

- les supports exclusivement dédiés à l'affichage de publicités à visée non commerciale ou concernant des spectacles ;
- les supports ou parties de supports prescrits par une disposition légale ou réglementaire ou imposés par une convention signée avec l'Etat ;
- les supports relatifs à la localisation de professions réglementées ;
- les supports exclusivement destinés à la signalisation directionnelle apposés sur un immeuble ou installés sur un terrain et relatifs à une activité qui s'y exerce ou à un service qui y est proposé ;
- les supports ou parties de supports dédiés aux horaires ou aux moyens de paiement de l'activité, ou à ses tarifs, dès lors, dans ce dernier cas, que la superficie cumulée des supports ou parties de supports concernés est inférieure ou égale à un mètre carré.
- sauf délibération contraire de l'organe délibérant de la commune, les enseignes dont la somme des superficies est inférieure ou égale à 7 mètres carrés.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil Municipal de :

- De maintenir l'exonération de droit commun portant sur les enseignes de moins de 7 mètres carrés en surface cumulée ;
- D'actualiser les tarifs de Taxe Locale sur la Publicité Extérieure applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 selon la grille tarifaire **jointe en annexe 5**.



## **10.VILLE DE QUETIGNY - ADOPTION DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER**

Rapporteur : T. BAGNARD, Adjoint délégué aux finances, à l'emploi, l'insertion professionnelle, la relation aux entreprises, et à l'économie sociale et solidaire

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et des instructions budgétaires et comptables applicables aux collectivités.

Considérant que l'adoption du règlement budgétaire et financier est obligatoire pour les collectivités ayant adopté le référentiel M57 en vertu des dispositions prévues à l'article 106 de la loi NOTRe.

Considérant que la commune de Quetigny, par délibération en date du 22 novembre 2022, a adopté l'instruction budgétaire et comptable M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Le règlement budgétaire financier de la commune de Quetigny formalise et précise les principales règles de gestion financière qui résultent du Code général des collectivités territoriales (CGCT), de la loi organique relative aux lois des finances du 1<sup>er</sup> août 2001 et du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et des instructions budgétaires et comptables applicables aux collectivités.

Aussi, le présent règlement définit des règles internes de gestion propres à la commune dans le respect des textes ci-dessus énoncés et conformément à l'organisation de ses services.

Le présent règlement budgétaire financier évoluera et sera complété en fonction des modifications législatives et réglementaires ainsi que des nécessaires adaptations des règles de gestion.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le règlement budgétaire et financier **présenté en annexe 6**.

## **RESSOURCES HUMAINES**

### **11.ACTION SOCIALE DE LA COLLECTIVITE – CONTRACTUALISATION AVEC LE CNAS POUR L'ANNEE 2026**

Rapporteur : I. PASTEUR, Maire

La ville de Quetigny est adhérente au Comité National d'Action Sociale (CNAS), pour l'ensemble de ses agents, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Le CNAS est un organisme qui permet à l'ensemble du personnel de bénéficier d'aides sociales et d'accompagnement dans divers domaines (culture, sports, loisirs, chèques vacances, prêts...).

La contribution financière prévisionnelle au CNAS pour l'année 2026 a été fixée par ce dernier à 45 472 €. Ce montant est établi sur une base forfaitaire (224 €, en évolution de 2 € par rapport à 2025) multipliée par le nombre d'agents bénéficiaires au 1<sup>er</sup> janvier de l'année.

La contribution sera donc susceptible d'évoluer au cours de l'année en fonction des mouvements de personnel.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil Municipal :

- De réitérer pour l'année 2026 l'adhésion de la commune au CNAS,
- D'autoriser Madame la Maire à verser au CNAS la contribution financière afférente dans les conditions mentionnées ci-dessus.

## **12.VILLE DE QUETIGNY – PRESENTATION DU RAPPORT RELATIF AU DEBAT SUR LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE DES AGENTS**

Rapporteur : I. PASTEUR, Maire

### **Cadre légal**

Il est rappelé que l'article L827-12 du Code Général de la Fonction Publique stipule qu'un débat doit être organisé au sein de l'assemblée délibérante dans les 6 mois suivant son renouvellement général, portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire.

Le présent rapport présente les informations nécessaires à ce débat.

La protection sociale complémentaire recouvre les garanties souscrites par les agents auprès d'une mutuelle ou d'une compagnie d'assurance, pour couvrir :

- D'une part, les risques liés à la santé (en complément du régime de la sécurité sociale)
- D'autre part, les risques liés à la prévoyance, c'est-à-dire le risque de perte de salaire en cas d'incapacité temporaire ou d'invalidité permanente

Le législateur a prévu en 2007 la possibilité pour les employeurs territoriaux de participer financièrement aux contrats de leurs agents, par le biais de 2 dispositifs :

- Soit par la souscription individuelle et volontaire de l'agent à un contrat dit labellisé auprès de l'opérateur de son choix
- Soit par la souscription de la collectivité auprès d'un opérateur, à une convention collective dite de participation, à l'issue d'une procédure de consultation ad hoc respectant les principes de la commande publique

La souscription des agents à un contrat collectif est prévue pour être facultative, sauf si un accord local avec les partenaires sociaux décide d'adopter un contrat à adhésion obligatoire

Il est précisé que les Centres de Gestion ont l'obligation légale de conclure ce type de contrat au profit des collectivités de leur périmètre de compétence, qui souhaitent y adhérer.

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 a transformé cette aide facultative en participation obligatoire, pour la prévoyance depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et pour la santé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Ces dispositions permettent ainsi aux agents de bénéficier d'une couverture assurantielle les garantissant contre la précarité et d'harmoniser la législation déjà en vigueur dans le secteur privé.

### **Mise en œuvre à Quetigny**

Historiquement, la ville de Quetigny participe financièrement depuis de nombreuses années à la protection santé de ses agents et a ouvert cette participation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 à la protection prévoyance, en utilisant pour chacune le dispositif de labellisation.

Compte tenu des dernières évolutions légales relatives à la participation employeur, la commune a fait évoluer son dispositif existant pour répondre aux obligations précitées.

#### **1- Participation au risque prévoyance**

La ville a délibéré en date du 17 décembre 2024 pour instaurer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, la participation obligatoire en prévoyance, conformément aux textes en vigueur.

Elle a fait le choix de maintenir le dispositif de labellisation, à l'issue d'une proposition d'un contrat collectif effectuée par le CDG s'avérant peu convaincante (méconnaissance de l'opérateur retenu, manque de recul et d'éléments permettant d'apprécier les conditions du contrat et son évolution dans le temps).

Le souhait de renforcer la protection des agents a incité la commune à revaloriser le montant de la participation, antérieurement de 5 € et de le fixer à un montant supérieur au montant plancher légal fixé à 7 €.

Ainsi, il a été décidé une participation avec une modulation sociale, selon le barème suivant :

- |                                                                  |           |
|------------------------------------------------------------------|-----------|
| - Salaire inférieur à 2 500 € brut mensuel                       | 20 € brut |
| - Salaire compris entre 2 500 € et moins de 3 000 € brut mensuel | 15 € brut |
| - Salaire supérieur ou égal à 3 000 € brut mensuel               | 10 € brut |

A ce jour, 5 agents bénéficient de cette participation (42 agents à fin 2024).

Ce chiffre s'explique par un effet induit de la législation qui a rendu obligatoire dans les contrats (labellisés ou collectifs) la couverture du risque invalidité, déclenchant de facto une augmentation du coût de la cotisation pour l'agent, calculée en pourcentage de sa rémunération.

Ce phénomène a été observé sur l'ensemble du territoire, avec une faible sollicitation par les agents.

Néanmoins, le dispositif autour de la prévoyance est appelé à évoluer : la loi n° 2025-1251 du 22 décembre 2025 prévoit, au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2029 :

- La fin du dispositif de labellisation et l'obligation pour chaque collectivité de conclure un contrat collectif pour ses agents (soit directement, soit par le biais d'un contrat CDG)
- L'adhésion obligatoire et non plus facultative de tous les agents à ce contrat
- Une participation financière de l'employeur à hauteur minimum de 50% de la cotisation de l'agent

Cette future évolution va donc se traduire par une protection obligatoire, avec un impact financier non négligeable pour la commune.

## 2- Participation au risque santé

La ville a délibéré en date du 16 décembre 2025 pour instaurer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, la participation obligatoire en santé, conformément aux textes en vigueur.

Cette participation a également évolué en prenant en compte une modulation sociale adaptée aux réalités des situations et en maintenant une modulation familiale, sachant que le plancher légal est fixé à 15 €.

Modulation sociale (montants exprimés en brut) :

Avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2026	A compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2026
Agents de catégorie C : 30 €	Salaire brut mensuel inférieur ou égal à 2 500 € : 30 €
Agents de catégorie B : 22,50 €	Salaire brut mensuel supérieur à 2 500 € : 22,50 €
Agents de catégorie A : 15 €	

Modulation familiale pour les ayants-droit du contrat (montants exprimés en brut) :

Conjoint : 15 € (inchangé)

Si 1 enfant : 15 € (inchangé)

Si 2 enfants ou plus : 22,50 € (inchangé)

Ce dispositif accorde donc une participation maximum possible de 67,50 € brut.

A contrario de la prévoyance, la ville a décidé d'adhérer, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2026, au contrat collectif proposé par le CDG (avec adhésion facultative), prévoyant des niveaux de garanties que les agents, interrogés préalablement, ont plébiscités.

Deux mois après son ouverture, ce contrat recense 101 agents adhérents qui bénéficient ainsi de la participation employeur (105 agents sur l'ancien dispositif de labellisation au début de l'année 2026).

Les participations de l'employeur cumulées en prévoyance et en santé représentent un budget primitif pour l'année 2026 de 61 125 €.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte du débat concernant la protection sociale complémentaire des agents.

## **INFORMATIONS AU CONSEIL MUNICIPAL**

- Décisions du Maire prises en application de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et de la délibération du 31 mars 2026

### **MARCHÉ PUBLIC**

- Décision du 9 avril 2026 : attribution du marché subséquent n°2026002 relatif à l'acquisition de produits pétroliers à la société PIRETTI, pour un montant de 7 666 € HT.

### **MISE A DISPOSITION DE LOCAUX POUR UNE DUREE INFERIEURE A 12 ANS**

- Décision du 10 février 2026 : mise à disposition à titre gracieux de la salle Berlioz de l'Espace Léo-Ferré à la compagnie « En Noir et Blanc » le 10 février 2026, de 10h à 16h, dans le cadre de ses activités culturelles.
- Décision du 24 mars 2026 : mise à disposition à titre gracieux de la salle Berlioz de l'Espace Léo-Ferré à l'association CELTIK 21 du 4 au 6 avril 2026 pour l'organisation de ses activités culturelles.
- Décision du 28 avril 2026 : mise à disposition à titre gracieux de la salle Berlioz de l'Espace Léo-Ferré à l'association « Doni Doni » le 23 mai 2026, de 13h à 19h, dans le cadre de ses activités culturelles.
- Décision du 30 avril 2026 : mise à disposition à titre gracieux de la salle Berlioz de l'Espace Léo-Ferré à l'association « En Noir et Blanc » le 8 mai 2026, de 10h à 17h, pour l'organisation de ses activités culturelles.

- Information réglementaire

### **JURES D'ASSISES POUR L'ANNEE 2027**

Liste des jurés d'assises pour l'année 2027. Le tirage au sort a été effectué par Madame la Maire le lundi 11 mai 2026 à 17h12.

N° TIRAGE	CIVILITÉ	NOM	NOM D'USAGE	PRÉNOMS
1	M.	GAGNON		Eddy
2	Mme	MESSAOUI		Maité Camille Odette Michèle
3	M.	IDRISSI		El Yazid
4	M.	COMBO		Ambdi
5	M.	MATHIEU		Joël Robert Hippolyte
6	M.	BROCARD		Henri Georges
7	Mme	CORNOT	BONNET	Hélène Yvette Marguerite
8	Mme	MASSON		Marianne
9	M.	GUY		Hervé Pascal
10	M.	MAURICE		Jean Claude Marcel
11	Mme	NICOD	JACQUETTE	Margaret Dominique

12	M.	PASTRELLO		Jean Antoine
13	M.	COGNARD		Renaud Robert
14	M.	REMY		Philippe André Henry
15	M.	GACON		Georges Max Marcel
16	M.	VUILLEMARD		Thierry Roland Edouard
17	Mme	UNG	OUK	Lim Chheng
18	Mme	SANTIPERI		Anne Danielle
19	M.	DÉMOULIN		Jean-Pierre
20	M.	CHETTA		Carlo
21	Mme	PAGNY	CHAPOTOT	Pascale Marie Charlette
22	Mme	SILVESTRE		Anaïs
23	M.	STRAUSS		Didier Norbert
24	Mme	SCRIBE	VINTER	Elisabeth Marie Anne Marguerite
25	M.	TRIMAILLE		Gérard Marcel Robert
26	Mme	PERRIN		Lydie Clémentine
27	Mme	PONTA	FOURNERET	Aurore Juliette Marguerite
28	Mme	BOUDROT	ROIGT	Joëlle Marie Germaine
29	Mme	MERLIN		Nadine
30	M.	PETRONE		Leonard